

ment s'en fiche, car il veut prendre le contrôle absolu, se passer des députés de l'opposition, qui ont bel et bien été élus par le peuple, ont pris les mêmes engagements et sont soumis aux mêmes règlements et aux mêmes lois que les députés ministériels et les organismes du gouvernement. Pourtant, on retrouve au sein de ces organismes des fonctionnaires qui ne donnent qu'un pauvre rendement, parce qu'ils ne disposent pas des instruments nécessaires.

• (5.30 p.m.)

Il existe des fonctionnaires compétents, des fonctionnaires extraordinaires dont nous ne pouvons décrire les qualités. Ils font bien leur «job», mais ils ne disposent pas des outils nécessaires. Il nous incombe donc de donner à ces fonctionnaires, aux organismes déjà établis, les outils nécessaires pour leur permettre de fonctionner et aussi pour permettre à l'économie de fonctionner. Ce n'est pas par l'établissement de nouveaux organismes, par l'imposition de nouveaux coûts, de nouvelles taxes et de nouveaux impôts que l'on équilibrera notre économie, qui est toute déséquilibrée.

Le seul organisme économique, monsieur le président, dont nous aurions besoin, c'est celui qui se chargerait d'équilibrer l'économie dans tous les secteurs, afin que le domaine financier joue pleinement son rôle. Nous devrions plutôt posséder un organisme destiné à planifier l'aspect financier, afin de permettre à notre économie de fonctionner normalement.

Notre organisme ne fonctionne pas, non pas parce qu'il n'y a pas assez de ministères; au fait, il y en a déjà trop. Chaque fois qu'on nomme de nouveaux ministres ou qu'on établit de nouveaux organismes, on augmente le travail d'administration. Je n'hésite pas à dire que depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir, l'administration a augmenté au-delà de 60 ou peut-être de 70 p. 100. Nous avons une augmentation de l'administration et le peuple obtient de moins en moins de services.

Plus nous créerons de nouveaux organismes, moins le peuple jouira de services et plus il sera exacerbé. Nous devons donc réagir et former des organismes susceptibles de régler véritablement les problèmes.

Le fait de mettre de nouveaux organismes ou de nouveaux fonctionnaires à la disposition du public est loin d'être une chose nécessaire, parce qu'ils ne pourront pas fonctionner dans le système économique actuel. Il est impossible de faire fonctionner plus de choses.

Avant la guerre, il existait peut-être moins de députés et de ministères qu'aujourd'hui et, pourtant, en quelques jours, une fois les hostilités déclenchées, on a mis sur pied un organisme que le Canada n'avait jamais vu ni connu. On a organisé tout le Canada, et toute l'économie du pays s'est mise en marche. Au lieu de former des nouveaux ministères, on s'est servi de ceux qui existaient déjà, et l'on a dit: Toi, tu es responsable de ceci, responsable de cela.

On a fait la guerre, monsieur le président, et toute l'économie du Canada a fonctionné, même si l'on s'est endetté.

On pourrait actuellement faire la même chose, même si nous ne sommes pas en guerre, car le nombre des fonctionnaires a augmenté au sein de tous les ministères. Les fonctionnaires, les commissions de ceci ou de cela, qui coûtent des millions de dollars au gouvernement et ne

[M. Latulipe.]

donnent rien au peuple, justifieraient l'intervention du gouvernement. Je crois qu'il faut s'opposer à la création des organismes dont l'établissement est proposé par le très honorable premier ministre (M. Trudeau). Nous devons nous opposer au bill à l'étude, car il n'apporte aucune solution aux problèmes. Ce sont des solutions qu'il nous faut et des résultats efficaces pour le peuple. Il faut savoir où l'on va, et si ces nouveaux organismes ne mènent nulle part, nous n'en avons pas besoin.

Le Conseil économique du Canada a fait beaucoup de recommandations au gouvernement. Ce dernier n'a pas besoin de nouveaux fonctionnaires pour mettre ces recommandations en application, mais de plus de finance. Il faut donc établir un ou des organismes pour mettre de l'argent à la disposition des Canadiens, pour rendre financièrement possible tout ce qui est physiquement réalisable. Voilà notre rôle de députés. Nous ferons alors quelque chose pour la population.

Il ne faut plus continuer à compliquer l'administration, à augmenter les dettes des Canadiens, parce qu'elles ont presque atteint un niveau maximum. Nous ne pouvons nous endetter davantage, parce que les dettes commencent à être supérieures aux valeurs réelles du pays.

Plus nous administrons, dans le système actuel, plus nous créons des dettes et du mécontentement, parce que nous sommes obligés de combler dettes et déficits par des augmentations d'impôt et de taxes de toutes sortes.

Monsieur le président, 25 p. 100 de la population vit d'allocations de bien-être social; 14 p. 100 des Canadiens dépendent d'aide économique. Cela signifie qu'environ 40 p. 100 du budget sert simplement à maintenir les Canadiens en vie, pour les payer à ne rien faire, pour leur permettre d'exister. Quand on en est rendu là, ce n'est pas le temps d'augmenter le salaire de celui-ci ou de celui-là, mais de faire des économies. C'est le temps de se serrer la ceinture et de créer de nouveaux organismes pour permettre aux citoyens de vivre.

On veut faire des investissements pour permettre aux citoyens de travailler. Ces investissements ne doivent pas provenir d'augmentations de salaires ou de la création d'organismes. En effet, une grande partie des deniers publics servira à l'administration des organismes, alors qu'il ne restera plus rien pour administrer le peuple.

Quand 75 p. 100 du budget doit être consacré à l'administration, il n'en reste que 25 p. 100 pour réorganiser l'économie, et le gouvernement ne peut plus fonctionner. C'est presque un gouvernement à l'envers qui conduit le pays présentement, car on se base sur de faux principes, et l'on refuse de mettre le doigt sur le bobo, plutôt que de prendre le bœuf par les cornes comme on dit en bon Canadien, afin de régler le problème.

On est toujours à côté du problème, et l'on s'évertue à former toutes sortes d'organismes qu'on n'est pas en mesure de financer. Mettons sur pied un organisme susceptible de financer l'administration du pays.

Certains députés sont d'accord avec nous là-dessus, et ils ont la compétence voulue pour faire davantage. Alors, nous n'avons pas besoin de nouveaux organismes.

• (5.40 p.m.)

[Traduction]

M. McCutcheon: Monsieur le président, c'est un plaisir que de participer à ce débat si tard ce mercredi après-